



## Lutter contre les inégalités Pour ne laisser personne de côté Un agenda global

**L**es inégalités constituent un défi

majeur pour notre époque. Elles en sont le paradoxe, à l'opposé de l'essor de l'innovation, des marchés émergents et des succès de la lutte la pauvreté survenus ces dernières années à travers le monde. A l'échelle mondiale, constate le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), nous vivons plus longtemps, nous faisons de plus longues études et nos revenus sont supérieurs. La durée de vie moyenne s'est allongée de sept ans depuis 1990, et plus de 130 pays ont atteint la scolarisation universelle dans le primaire. Mais en dépit de ces progrès, de vastes poches d'inégalité persistent et se creusent, à la fois entre les pays et dans les sociétés elles-mêmes, se renforçant entre elles pour perpétuer la pauvreté et l'exclusion.

MERCREDI  
23 OCTOBRE  
2019

13 H – 14 H

### Club Mémoire & Avenir

Le Club Mémoire & Avenir de l'AAFU s'attache à recueillir et transmettre les témoignages d'anciens fonctionnaires et à les confronter à la vision de leurs successeurs, ainsi qu'aux enjeux actuels de la coopération internationale. Fidèles à leur mémoire commune et désireux de la sauvegarder, les membres de ce groupe de réflexion trouvent dans un cadre informel l'occasion de dialoguer librement avec leurs collègues actifs afin de retrouver dans les traces et les expériences du passé ce qui peut aider à mieux préparer l'avenir.



Ces inégalités multidimensionnelles sont devenues une source d'incertitude et de vulnérabilité. Elles sont désormais perçues comme un frein à la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030, le Plan d'action proposé par les Nations Unies afin d'ouvrir la voie vers un avenir durable. Certains vont jusqu'à y voir une atteinte à la cohésion sociale et à la santé des démocraties, voire une « menace pour l'ordre mondial, les systèmes politiques, nos droits humains, la paix et la sécurité et le futur durable que nous appelons de nos vœux ».

Dans le dernier *Rapport mondial sur les sciences sociales*, publié conjointement en 2016 par l'UNESCO et le Conseil international des sciences sociales (CISS), il est précisé que « les inégalités ne doivent pas seulement être appréhendées et traitées sous l'angle des revenus et de la richesse : elles sont économiques, politiques, sociales, culturelles, environnementales, spatiales et relatives aux connaissances. Aussi, les liens et les interactions entre les inégalités doivent-ils être mieux compris pour permettre l'avènement de sociétés plus justes. » Ce constat est rejoint par le PNUD qui, sans son prochain *Rapport sur le développement humain* à paraître fin 2019, entend aller au-delà du discours dominant axé sur les inégalités de revenus pour envisager également les inégalités sous les prismes de la santé, de l'éducation, de l'accès aux technologies et de l'exposition à des chocs économiques et liés au climat.



L'UNESCO, au travers de ses actions multiples pour l'éducation et de son combat contre les inégalités de genre, les disparités géographiques ou territoriales, les fractures culturelles, les crises climatiques et la dégradation de l'environnement, est bien placée pour inspirer des politiques publiques susceptibles de surmonter les handicaps et de réduire les pratiques discriminatoires, afin de ne « laisser personne ne côté » et garantir, partout et pour tous, l'égalité des chances.



Pour accompagner la réflexion en cours dans les secteurs de programme à l'UNESCO sur ce sujet majeur, le Club Mémoire & Avenir a invité **Sir John Daniel**, ancien Sous-Directeur général pour l'éducation (2001-2004), **Pierre Sané**, ancien Secrétaire général d'Amnesty International et Sous-directeur général pour les sciences sociales et humaines à l'UNESCO (2001 à 2010), **John Crowley**, chef de la Section recherche, politiques et prospective du Secteur des sciences sociales et humaines (SHS) et **Georges Kutukdjian**, ancien Directeur de la Division des Sciences humaines de la philosophie et de l'éthique des sciences et des technologies (SHS) et Président de l'Association des anciens fonctionnaires de l'UNESCO.

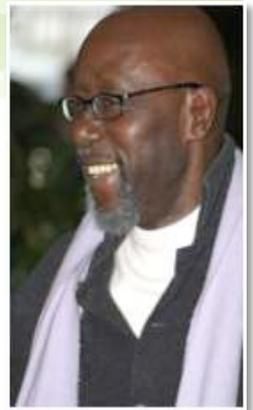
## NOTES BIOGRAPHIQUES DES INTERVENANTS



**Sir John Daniel** a rejoint l'UNESCO en tant que Sous-Directeur-général pour l'éducation en 2001, juste après que le Forum de Dakar de 2000 ait confié à l'Organisation le leadership mondial de la campagne de l'Éducation pour tous. Il avait auparavant mené pendant 17 ans une carrière universitaire en qualité de président de l'Université Laurentienne au Canada et de l'Open University au Royaume-Uni. Après avoir quitté l'UNESCO en 2004, il a été pendant huit ans président du Commonwealth of Learning et a été à ce titre étroitement associé en 2012 à l'organisation du Congrès mondial de l'UNESCO pour les ressources éducatives libre. Sir John reste professionnellement actif en tant que chancelier de la Acsenda School of Management à Vancouver (Canada). Les trois pays dans lesquels il a travaillé lui ont décerné les honneurs nationaux: il a été fait Chevalier et officier de l'ordre des palmes académiques en France, Knight Bachelor au Royaume-Uni et Officier de l'Ordre du Canada.



**Pierre Sané** a été le Sous-Directeur général de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines de 2001 à 2010. Depuis octobre 1992, il avait été le Secrétaire général d'Amnesty International. Avant de rejoindre Amnesty, il avait travaillé pendant 15 ans au Centre de recherches pour le développement international, une organisation canadienne d'aide au développement. Il est depuis 2011 fondateur et président d'Imagine Africa, un groupe de réflexion voué au renforcement des liens entre et recherche et politique en Afrique et sur le continent africain afin d'améliorer la qualité des politiques publiques. Il est également membre du conseil d'administration et président du groupe de travail sur les droits de l'homme du Pacte mondial des Nations Unies, membre du comité consultatif de l'Université des Nations Unies, fondateur et membre du conseil d'administration du West Africa Institute (Praia, Cap-Vert), et conseiller pour l'intégrité et la responsabilité d'entreprise de Daimler (Mercedes-Benz). Il a publié de nombreux ouvrages sur le développement et les droits de l'homme.



**John Crowley** est à l'UNESCO le chef de la Section Recherche, politiques et prospective (SHS). Ancien économiste et chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques à Paris, il a rejoint le Secteur des sciences sociales et humaines en 2003, où il a été successivement en charge de l'Unité communication, information et publications (2005-2007), de la Section pour l'éthique des sciences et des technologies (2008-2011) et de l'Équipe spéciale sur le changement environnemental mondial (2011-2014). Depuis 2002, il est Rédacteur en chef de la Revue internationale des sciences sociales, et l'auteur de plusieurs ouvrages dont *Rethinking Human Security* (Repenser la sécurité humaine, UNESCO/Wiley-Blackwell, 2008, avec Moufida Goucha), ainsi que de très nombreux articles académiques et chapitres de livres, principalement en théorie politique et politique comparée.

**Georges Kutukdjian**, anthropologue et philosophe, est depuis 2004 le Président de l'Association des anciens fonctionnaires de l'UNESCO (AAFU) et depuis 2005 le Doyen des Médiateurs de l'UNESCO. Entré à l'UNESCO en 1972, il a été successivement responsable du programme des droits de l'homme et d'éducation à la paix, avant de prendre en 1992 la direction du programme de bioéthique en qualité de Secrétaire général du Comité international de bioéthique (CIB). En 1995, il est Secrétaire exécutif de la Commission mondiale de l'éthique des connaissances scientifiques et des technologies (COMEST) et à son départ à la retraite, il est le Directeur (D-2) de la Division des Sciences humaines de la philosophie et de l'éthique des sciences et des technologies. De 2002 à 2003, il est le Rapporteur du Groupe de travail sur la Déclaration internationale sur les données génétiques humaines et devient co-président du Comité d'éthique de l'Académie mondiale des biotechnologies et membre du Comité scientifique de la Société internationale de bioéthique (SIBI, jusqu'en 2018). Depuis 2012, il est membre de la Commission nationale française des droits de l'homme (CNCDH) et référent de la lutte contre la traite des êtres humains. Il est l'auteur d'essais et publications sur l'anthropologie, la littérature, les droits de l'homme, la bioéthique, l'éthique des sciences et des technologies, la médiation et la diversité culturelle.

